

<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article685>



À qui s'adressent vraiment François Hollande et Manuel Valls ?

- Un éléphant, ça trompe énormément ! -



Publication date: vendredi 11 avril 2014

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

À qui s'adressent vraiment François Hollande et Manuel Valls ?

Le discours de politique générale de Manuel Valls à l'Assemblée nationale s'adressait-il vraiment aux députés, aux sénateurs, plus largement au peuple et à ses élus ? En particulier s'adressait-il à ces élus départementaux dont beaucoup assument dans des conditions difficiles une tâche d'intérêt public ?

Certainement non puisqu'il les désigne comme responsables d'une gabegie financière, puisqu'il fait semblant d'oublier que, s'il y a trop de niveaux administratifs, c'est parce que les gouvernements successifs en ont eux-mêmes créés de plus en plus, d'ailleurs de moins en moins démocratiques.

Assez d'hypocrisie. Prétendre qu'il y a trop de régions, que les conseils généraux sont inutiles, revient à désigner à la vindicte populaire ceux qui ne font que subir les directives de Bruxelles et les choix de rigueur du gouvernement. Faisons d'ailleurs une proposition provocatrice qui montrera l'absurdité du discours Valls/Hollande : s'il y a trop de régions, décidons qu'il n'y en aura qu'une seule qu'on appellera France.

La constitution actuelle est celle du coup d'état permanent contre le peuple, ses élus, ses assemblées. Le discours de Manuel Valls porte en filigrane les menaces des ordonnances, de la dissolution de l'assemblée nationale et d'une transformation du Sénat.

Non seulement l'État s'assoie sur les presque 30 milliards de dettes envers les départements, mais il promet de retenir dix milliards supplémentaires, sans compter les réductions imposées aux municipalités, aux régions et à la protection sociale !

Claudy Lebreton, Président de l'assemblée des départements de France, a protesté, depuis plus d'un an, contre ces atteintes à la démocratie. Il avait réaffirmé ses sentiments républicains et démocratiques lors de la rencontre qu'il avait eu, le 27 août 2013, avec les représentants de l'[Association pour une Constituante](#) [1]. Il a, ce 9 avril, indiqué à nouveau les inquiétudes et les refus d'un élu républicain, défendant la démocratie locale et les principes mêmes de la République.

François Hollande n'a eu que mépris pour les efforts des associations d'élus pour trouver un compromis qui respecte les mandats donnés par les électeurs.

Il faut maintenant ouvrir la voie à l'expression directe et nationale des citoyens.

Il appartient aux assemblées d'élus d'affirmer leur refus de voir le gouvernement les priver des moyens financiers et réglementaires de remplir leurs mandats au bénéfice des électeurs.

Il appartient aux citoyens de défendre la démocratie de proximité qui est leur bien commun.

[1] Voir <http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article750>